

John Major navigue entre ses partenaires européens et ses députés eurosceptiques

Embarrassé, Londres prône une Europe minimale

Un partenariat de nations. D'emblée, le Livre blanc sur la réforme du traité européen que le gouvernement britannique a adopté hier annonce la couleur. Si l'Europe est *plus qu'une zone de libre-échange*, elle ne peut cependant pas empiéter sur la souveraineté des États et des parlements nationaux. *L'Union doit respecter la diversité culturelle et politique*, a déclaré le chef de la diplomatie britannique, Malcolm Rifkind, devant les Communes. *Nous sommes totalement opposés à une Europe monolithique, centralisée et fédérale.* Derrière ce discours classique, souligné par le constat que la Communauté est *le moyen de sauvegarder la stabilité en Europe et de générer une prospérité économique que*

(le Royaume-Uni) partage, les positions britanniques à la veille de la conférence intergouvernementale placent clairement les bornes de l'exercice. Pour Londres, l'élargissement de l'Union vers l'est et le sud ainsi que la réforme de certaines politiques communautaires (agriculture, politique régionale) sont plus importants que la réforme du traité européen. Celle-ci ne devra pas aller trop loin.

L'exercice du Livre blanc n'était pas aisé pour le gouvernement de M. Major. A sa droite, le Premier ministre fait face à un nouveau défi avec la montée du «parti du référendum», porté sur les fonts baptismaux par le milliardaire franco-britannique James Goldsmith, antieuropéen notoire. Désireux de séduire les députés conservateurs euros-

ceptiques, M. Goldsmith défend l'idée d'un référendum sur la place du Royaume-Uni en Europe. Selon les chiffres qui circulent à Londres, le parti du référendum pourrait se trouver en position d'arbitre lors des prochaines élections législatives qui auront lieu avant mai 1997. A l'heure actuelle, M. Major s'est contenté de dire qu'il n'exclut pas la tenue d'un référendum sur la participation du Royaume-Uni à la monnaie unique.

Dans ces circonstances, le Premier ministre pouvait difficilement risquer de couper les ponts avec le courant eurosceptique qui, de l'aveu d'un diplomate britannique, occupe actuellement la crête de la vague. Le Livre blanc réfute donc l'évolution de l'Union européenne vers

une *union politique sans cesse plus étroite*. Plusieurs points déplairaient profondément aux partisans d'une intégration européenne très poussée. Il en va ainsi du refus de tout nouveau pouvoir pour le Parlement européen, de suggestions visant à limiter le champ d'action de la Cour européenne de justice et d'un «niet» sans appel à l'application de la méthode communautaire à la coopération judiciaire et policière.

Mais les formulations qui sont utilisées ne lient pas les mains des négociateurs britanniques. Le document n'exclut d'ailleurs pas une *certaine flexibilité* dans le futur développement de l'Union, tout en excluant l'option du «noyau dur».

M. de M.

La Belgique a l'intention de demander son extradition au Cameroun

Bagosora, aux sources du génocide rwandais

Le colonel Théoneste Bagosora, arrêté ce week-end au Cameroun, est généralement considéré comme l'un des principaux, si ce n'est le principal, organisateur du génocide rwandais du printemps 1994. Son nom figure en première position sur la liste des 446 *principaux commanditaires, organisateurs et auteurs présumés du génocide*, publiée par Kigali, qui a demandé son extradition — comme la Belgique a l'intention de le faire — pour le livrer au Tribunal international pour le Rwanda basé à Arusha, en Tanzanie.

En février 1993, Bagosora avait annoncé qu'il «préparait l'apocalypse». Il revenait d'Arusha, où il avait vainement tenté de torpiller les pourparlers qui aboutiraient en août 1994 à un accord de paix et de partage du pouvoir entre gouvernement rwandais et rébellion tutsie du Front patriotique rwandais (FPR), après trois ans de guerre civile.

Pour cet intégriste hutu, cet accord était inacceptable, l'arrivée

au pouvoir des Tutsis signifiant à ses yeux la fin de l'ethnie majoritaire. Il faisait alors partie, dit-on, de diverses organisations extrémistes hutues préparant la «solution finale»: l'«Amasasu», organisation secrète d'officiers qui ont distribué des armes aux «interahamwe» — ces jeunes extrémistes hutus, «exécutants» du génocide —, et le «réseau zéro» avec ses escadrons de la mort impliqués dans des massacres de Tutsis à partir de 1992.

Il faisait partie de «l'Akazu», premier cercle du pouvoir du président hutu Juvénal Habyarimana, et plus particulièrement du «clan de madame» (l'épouse du président), dirigé par les trois frères de la présidente et développant une méfiance croissante à l'égard du président, l'accusant de concessions excessives aux «cafards» du FPR.

Le 6 avril 1994, l'avion présidentiel est abattu au-dessus de Kigali et le président tué. Pour ceux qui pensent que l'attentat a été perpétré par des extrémis-



Théoneste Bagosora, extraditable vers la Belgique? Photo Reporters.

tes hutus ayant perdu toute confiance en Habyarimana, c'est Bagosora qui l'a organisé. Le colonel prend les choses en main dans les 72 heures qui suivent l'assassinat du président, avant que l'apocalypse

n'échappe à son contrôle. La nuit du 6 au 7, il téléphone au représentant spécial de l'ONU au Rwanda, Jacques-Roger Booh-Booh, pour lui dire de «ne pas s'inquiéter», il s'agit d'un «coup d'Etat» mais *tout est sous contrôle, nous allons réussir et sauver la nation*.

Bagosora est soupçonné d'avoir ordonné l'assassinat, le 7 avril, du Premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, et des 10 Casques bleus belges qui la protégeaient — le juge belge Damien Vandermeersch a lancé en mai dernier un mandat d'arrêt international contre le colonel, dans le cadre de son enquête sur la mort des dix paras.

La rébellion tutsie quitte alors ses bases en Ouganda pour arrêter les massacres. Sa victoire militaire en juillet met fin au génocide (plus de 500.000 morts, Tutsis et Hutus modérés). Avec près de 2 millions de Hutus, Bagosora fuit l'avancée du FPR pour se réfugier dans les camps du Zaïre puis au Cameroun. Où on l'a arrêté dimanche. (AFP.)